

# Business as usual will not work!

Interview avec Marc Somers, responsable pour la coopération internationale auprès de Caritas Belgique

*La sécurité alimentaire, définie comme « l'accès à tout moment pour chaque individu, à une nourriture quantitativement et qualitativement suffisante pour mener une vie saine et active », est un droit réaffirmé par le Sommet mondial de l'alimentation réuni en 1996 par la FAO (Food and Agricultural Organisation). Où en sommes-nous aujourd'hui ?*

Marc Somers : Ce droit s'accompagne de la nécessité pour chaque pays d'assurer l'autosuffisance alimentaire pour les principales productions agricoles de base (comme le blé, riz...). Aujourd'hui, en Europe, nous sommes toujours confrontés aux conséquences de l'agriculture industrielle, intensive et fortement dépendante du pétrole, qui avait été mise en place dans l'après-guerre. Cette agriculture entraîne la surconsommation d'eau, la disparition d'espèces végétales et animales, des conséquences dramatiques pour la santé des producteurs et des consommateurs, la perte d'emplois, l'exode rural vers les villes et la dégradation et l'érosion des sols. Une grande partie des terres arables d'Europe de l'Ouest restent uniquement productives par l'utilisation d'engrais chimiques en grandes quantités...

*Comment garantir une sécurité alimentaire en Europe qui ne se fera pas aux dépens de générations futures ?*

M. S. : Pour éviter le conflit d'intérêt intergénérationnel que vous évoquez, l'Union européenne (UE) doit retravailler sa politique agricole commune (PAC) et favoriser les petits exploitants ainsi que la consommation locale et saisonnière. L'UE devrait encourager la diversité dans l'agriculture, comme la rotation des cultures. Pour l'instant, nous restons enfermés dans

des chaînes de production et de consommation : ce que nous mangeons a été transporté sur des milliers de kilomètres. Cette agriculture mondialisée et industrielle est totalement déconnectée de la nature et du cycle de la vie. Je pense que le consommateur devrait commencer à payer le prix juste pour son alimentation. Actuellement, il paie un prix qui, à cause des subventions données, se trouve bien en dessous du prix du revient. Fondamentalement, nous devrions veiller à ce que nos modes de consommation respectent les limites écologiques et sociales – l'UE devrait sensibiliser ses citoyens à consommer moins de viande (selon la FAO, 70 % des terres agricoles sont consacrées à l'élevage) et éviter le gaspillage à



Photo extraite du film *De Bauereblues*. © CNA

grande échelle (mondialement, un tiers de la production alimentaire est gaspillée).

*Comment voyez-vous l'interdépendance entre la sécurité alimentaire au niveau de l'UE et à l'échelle mondiale ?*

M. S. : *Business as usual will not work!* Il faudrait retrouver un équilibre des écosystèmes locaux et, de là, de l'écosystème global. La production européenne pourrait sans problème subvenir à la demande de l'UE et en assurer la sécurité alimentaire. En mangeant mieux (du terroir, de saison) et moins (de viande et donc plus de protéines végétales comme dans les graines oléagineuses, le haricot, le blé ou l'avoine), l'UE dépendra moins ou même plus du tout d'importations de produits alimentaires. Du coup, elle aura moins – voire pas – de conséquences négatives sur la sécurité alimentaire ailleurs dans le monde. Il faudra veiller à une meilleure cohérence des politiques de l'environnement et du développement des pays du sud. Dans le débat public, il est souvent question d'une PAC qui serait censée produire plus pour nourrir le monde entier. L'UE continue à subsidier massivement les exportations de nos productions agricoles – et ceci malgré des accords de libre-échange auxquels adhère l'UE. La politique agricole européenne a non seulement un impact considérable sur notre agriculture en Europe, mais également sur la sécurité alimentaire de millions de personnes dans les pays du Sud. Or, envahir les marchés locaux avec des produits européens subventionnés ne contribuera pas à la sécurité alimentaire. Cette politique est absolument en contradiction avec une politique de développement qui vise à éradiquer la pauvreté dans le monde. Le rôle de la PAC ne devrait pas être de nourrir le monde,

mais de soutenir et de favoriser une agriculture durable dans d'autres régions du monde.

*Quelles sont les répercussions du changement climatique sur la production agricole en Europe ?*

M. S. : Les répercussions du changement climatique différeront selon les régions d'Europe. Ici, en Europe du Nord-Ouest, nous aurons plus de chance que dans d'autres régions. Même si nous aurons davantage d'inondations et un niveau de la mer plus haut, il fera plus chaud en été : la production agricole augmentera donc dans nos régions. Les pays méditerranéens seront par contre affectés par des sécheresses et des pestes qui entraîneront une diminution de la production agricole.

*... Et les répercussions de nos systèmes de production agricole sur le changement climatique ?*

M. S. : L'agriculture industrielle telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui contribue à l'effet de serre. Actuellement, les pressions pour accroître la production agricole à travers des semences améliorées, des engrais et plus de mécanisation sont très fortes. Parallèlement, il y a d'autres types d'agriculture, comme l'agroécologie, qui sont en train de se mettre en place et qui ont beaucoup moins de répercussions négatives sur notre climat. Mais si nous continuons avec le système en place, nous allons voir des répercussions très négatives pour le changement climatique dans les années à venir.

*Actuellement, la politique agricole de l'UE est dans une phase de révision. Pensez-vous que la PAC puisse s'adapter aux défis d'une agriculture plus durable, apte à prendre en compte davantage les dimensions sociale et environnementale ?*

M. S. : Il faut dire qu'il y a plusieurs points positifs dans la nouvelle PAC. Par exemple en ce qui concerne la tailles des exploitations agricoles (en hectares), la nouvelle PAC prévoit des plafonds pour les subsides – ce qui évitera d'encourager les très grandes exploitations agricoles. Il y a aussi de nouveaux critères auxquels tout le monde est encouragé d'adhérer, comme p. ex. ménager la terre en mettant un septième en jachère. En résumé, on peut dire que la nouvelle PAC semble avoir le potentiel d'être plus verte que l'ancienne. Mais j'insiste sur la multifonctionnalité de l'agriculture : il ne s'agit pas uniquement de produire des pilules nutritives capables de nourrir (gaver) des consommateurs, il s'agit d'un projet de société, du vivre ensemble ! ♦

(Marc Somers était au Luxembourg pour un débat sur « Comment se nourrir demain ? » organisé par Caritas Luxembourg et SOS Faim. Interview faite par Carole Reckinger le 21 novembre 2011.)

---

**Une grande partie des terres arables d'Europe de l'Ouest restent uniquement productives par l'utilisation d'engrais chimiques en grandes quantités...**

---